

APPEL AUX FRANÇAIS

par Hermann EHLERS

Comment les Français peuvent-ils aider les Allemands à assumer leurs responsabilités dans la tâche européenne commune? Tout d'abord, en portant sur les Allemands un jugement objectif. Je sais combien il est difficile à tout homme et à tout peuple d'y parvenir, surtout quand les événements récents rendent le rapprochement très difficile, comme c'est le cas pour les relations franco-allemandes.

C'est surtout le passé qu'il faut considérer objectivement. Les relations entre nos peuples durent depuis plus de soixante-dix ans. L'époque de l'Etat national, qui a été la source de nombreuses frictions, est beaucoup plus longue. Lorsqu'on reproche aux Allemands les agressions des soixante-dix dernières années, il ne faut pas oublier que le souvenir de l'époque de Napoléon et de Louis XIV est loin d'être mort en Allemagne. Tous les jours, les Allemands se retrouvent devant les ruines de leurs châteaux, qui leur rappellent le temps d'il y a deux cent cinquante ans. L'évocation de l'histoire d'un pays ne doit pas disparaître puis réapparaître suivant l'opportunité du moment, lorsqu'elle favorise l'intégrité politique de ce pays; elle doit être objective. La France devrait comprendre, en particulier, que l'Allemagne ne pouvait pas considérer le traité de Versailles comme une paix juste. La France devrait comprendre que ce n'est pas la question de l'Alsace-Lorraine qui donnait tout son poids au refus, mais le fait d'avoir coupé de l'Allemagne de vastes territoires à l'Est. Après son énergique refus de jamais consentir à la perte de l'Alsace-Lor-

raine, ne devrait-elle pas comprendre d'autant mieux l'attitude toute semblable de l'Allemagne? Même si ce fait n'est plus d'actualité, la France devrait également comprendre que l'Allemagne, contrainte, lors du traité de Versailles, de reconnaître par écrit sa responsabilité dans la première guerre mondiale, n'a pas contracté de ce fait un engagement historique.

La France devrait se rendre compte aussi que, pour les Allemands, la question de savoir si c'était le contenu du traité de Versailles — c'est l'opinion des Allemands — ou le refus du traité — c'est celle des Français — qui a facilité la tâche d'Hitler, n'est nullement résolue. Il est sans doute entièrement faux de vouloir donner pour origine au régime hitlérien un processus politico-historique.

Résistance spirituelle à Hitler

Il est particulièrement important de se faire une idée claire de l'époque hitlérienne. Il n'est pas vrai — il faut nous en croire — qu'Hitler n'encourt de condamnation que parce qu'il a perdu la guerre. L'histoire nous apprend que tous les peuples ont de la peine à adopter, devant les victoires remportées par des dictateurs, une attitude objective à l'égard de leurs défauts et de leurs crimes. Il est hors de doute qu'en tant que peuple, nous avons parcouru le chemin de la dictature totalitaire jusqu'à l'ultime et amère étape. Les conclusions que les Allemands en ont tirées sont plus fortes qu'on ne le suppose en France et ailleurs.

C'est pourquoi il faudrait se garder de généraliser trop facilement, lorsqu'il ne s'agit que de manifestations éparses, et de chercher à voir partout la résurrection des intentions agressives des Allemands. Il existe naturellement des incorrigibles — ce qui n'est pas le cas seulement en Allemagne, mais chez tous les peuples. Naturellement, des rencontres de soldats ont lieu, et des maladroites y sont souvent commises. Mais la France militaire devrait comprendre qu'un simple soldat, voire un général, n'est pas, à priori et en tant que personne, mauvais et condamnable pour avoir servi d'instrument à une politique criminelle. Combien de soldats, dans ce cas, devraient être condamnés en tant que personnes, alors qu'ils sont malgré tout tenus en haute estime par leurs compatriotes! Là encore, il convient d'être objectif et d'appliquer les mêmes critères à tout le monde. Dans le cadre de cette objectivité, il ne faudrait pas oublier qu'au moment où les généraux allemands faisaient les préparatifs

décisifs pour renverser Hitler, au moment où le peuple allemand prouvait son mépris de la guerre dans les rues de Berlin, et où l'Eglise combattante, appelant de ses vœux la paix, était, pour cette raison, persécutée par les dirigeants du régime, le pacte de Munich était signé par l'Angleterre et la France. Ce pacte fit du petit Hitler un grand homme d'Etat, à une époque où son crédit baissait considérablement dans le peuple allemand.

Je sais que le temps n'est pas encore venu pour nos deux peuples d'être du même avis sur ces questions. Mais c'est précisément en croyant à la possibilité d'imposer l'opinion d'un peuple à un autre peuple que l'on met en danger le rapprochement indispensable à l'avenir de nos pays et de l'Europe. Toute considération doit être concrète, toute généralisation est mortelle. Le contact intime de l'Allemagne avec le communisme lui en a montré le danger. Que la France comprenne le malaise de l'Allemagne, lorsqu'elle lit que les communistes, avec leur pourcentage de 27,4 % de voix, constituent le parti le plus puissant de la capitale française.

Fin de la haine contre la France

Mais cessons de parler du passé pour nous tourner vers le présent. Nous prions la France de comprendre que le peuple allemand ne hait plus la France. A l'exception de quelques insensés, personne ne croit plus à une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne, et personne ne pense qu'une guerre résoudrait tous les problèmes entre les deux pays. Il faudrait tenir compte du fait que de nombreuses questions, nées du débat sur le traité de la CED, ont été ajournées par la majorité du *Bundestag*, pour ne pas compromettre les chances d'un rapprochement entre les nations européennes, en particulier entre l'Allemagne et la France. La France peut aider les Allemands, par exemple dans l'acceptation de solutions politiques délicates comme celle dont nous venons de parler, à condition de ne pas reporter à la légère, sur l'Allemagne d'aujourd'hui, ses souvenirs amers des quinze dernières années. Les Allemands sont, en grande majorité, prêts à s'engager dans une voie politique entièrement nouvelle, et en particulier sur le chemin de l'Europe. Mais c'est rendre leur tâche encore plus difficile que de les soupçonner d'avoir toujours les mêmes buts qu'autrefois, ces buts pour lesquels ils furent, à tort ou à raison, naguère condamnés.

Nous souhaiterions que la France renonce, dans sa façon de penser et d'agir, à sa crainte d'une réunification de l'Allemagne. Elle peut nous en croire: personne ne considère la réunification des deux Allemagnes comme la possibilité d'un retour à une politique de force. Il serait souhaitable que les Français se persuadent que la réunification de l'Allemagne et, plus encore, le retour à l'Allemagne des territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse et peuplés d'Allemands jusqu'en 1945, ne donnent pas à l'Allemagne une puissance plus grande. Ils poseront, au contraire, d'énormes problèmes administratifs et économiques, qui absorberont toutes les énergies de l'Allemagne pendant de nombreuses années, ce qui ne lui permettra pas, en eût-elle envie, de poursuivre une politique d'agression appuyée sur la réunification. La France devrait être convaincue que pas un seul Allemand raisonnable ne juge possible une guerre libératrice ou souhaite la faire, même si l'Allemagne en était capable. Si l'on ne fait pas confiance sur ce point à la bonne volonté des Allemands, on devrait du moins reconnaître leur bon sens, qui s'appuie sur des expériences concrètes et pénibles.

Les instances politiques responsables de la République Fédérale, qu'il s'agisse des partis de la majorité gouvernementale ou de l'opposition, ont affirmé de la façon la plus nette qu'ils jugent impossible une neutralisation qui serait le prix de la réunification. Ils sont unanimes à désirer une Europe libre et la collaboration de l'Allemagne avec l'Europe. Même la majorité de ceux qui déconseillent le réarmement, ce qui actuellement signifie collaborer à la Communauté Européenne de Défense, n'entendent pas offrir une chance aux Russes. La France ne fait que donner plus de poids à ces forces en pensant devoir orienter sa politique d'après sa crainte de l'Allemagne. Certains problèmes se posent, dans lesquels on peut aider le changement d'orientation de la politique allemande à s'accroître.

On ne devrait pas, en France, parler de la Sarre comme d'une "indemnité de guerre". On nous rappelle que les traités de paix ont valeur d'engagement, lorsqu'il s'agit du traité de Versailles; on ne devrait pas, avant d'avoir conclu un traité de paix, créer de sa propre autorité, des faits accomplis politiques et économiques. On pourrait préparer la voie à un choix objectif de la population sarroise — tel devrait d'ailleurs être le but de la France — en accordant à la population sarroise le droit de se donner l'organisation politique qui lui plaira. Si l'Europe veut se faire le cham-

tion de la démocratie — dans l'union de tous les peuples — il faut que cette démocratie soit indivisible.

On devrait comprendre en France que l'appel lancé par le journal *Réforme* au président de la République Française dans l'affaire des Allemands condamnés au procès d'Oradour, représente une des contributions les plus importantes à la compréhension mutuelle qui ait été donnée depuis 1945. Si une démarche de cette importance réussit, elle peut faire taire, en Allemagne, les irréductibles et les aigris, qui voudraient transformer en innocence collective la prétendue culpabilité collective du début. Nous ne cherchons pas à faire croire que tous les criminels de guerre sont innocents, mais nous voulons faire accepter le principe en vertu duquel on ne peut faire condamner et emprisonner un homme que s'il a commis un crime, car nous pensons, comme *Réforme*, que le droit est indivisible. Si la France nous aide à nous convaincre qu'on n'inflige pas à un homme un traitement différent sous prétexte qu'il est Allemand, nous comprendrons et estimerons aussi à sa juste valeur le châtement de crimes vraiment commis. Le cas du Dr. Ernst, de Strasbourg, me semble un exemple des possibilités d'éclaircir cette question.

Tout ce qui est dit ici, l'est par souci de vérité et de clarté. De nombreux Allemands sont contrariés d'ignorer, trop souvent, qu'on reconnaît leur bonne volonté. Il devrait être possible de réaliser dans le domaine politique ce qui se pratique à tout instant dans les rapports entre hommes et chrétiens des deux pays. Il faut pour cela que les deux peuples apprennent à se connaître, pratiquent l'autocritique, soient lucides, réalistes et prêts à pardonner.

Dix ans peuvent ne pas signifier grand-chose dans l'histoire des peuples; mais ils ont une importance décisive, s'ils ont la chance d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire. Si l'occasion est manquée, nous sommes perdus. Nous sommes prêts à apporter notre contribution à ce nouveau chapitre de l'histoire de France et d'Allemagne. Dans notre intérêt et le sien, non, dans l'intérêt de l'Europe, la France peut nous apporter une grande aide, afin que nos efforts soient justes et féconds (1).

(1) Cet appel a été publié par le BULLETIN du Secrétariat à l'Information du gouvernement de Bonn.